

Le Monde autochtone en 2009 : Mali

Les peuples identifiés comme autochtones au Mali sont les *Touaregs*, les *Maures* et les *Peuls*. La population totale du Mali est de 13 716 829 habitants sur une superficie de 1 241 021 km². Les *Touaregs* et les *Maures* représentent environ 10 % de la population. Ils vivent au Nord, dans les régions de Tombouctou, Gao et Kidal, totalisant à elles seules les 2/3 de la superficie du pays. Leur langue est le *Tamasheq*.

Traditionnellement, ils sont nomades et pratiquent surtout l'élevage des dromadaires et des petits ruminants. Ils pratiquent occasionnellement le commerce en troquant la viande du gibier et des dromadaires ainsi que du sel gemme contre des dattes, de l'étoffe, du thé, du sucre et des denrées alimentaires.

Ils se distinguent des autres peuples du Sahara par leur mode de vie et leur culture, le dromadaire étant un élément distinctif important.

La Constitution du Mali reconnaît la diversité culturelle et le Pacte national reconnaît la spécificité des régions *touarègues*. De plus, les textes sur la décentralisation donnent des compétences aux élus locaux, tout en omettant, cependant de transférer les ressources nécessaires pour les assumer.

Les *Peuls* sont aussi un peuple pasteur disséminé dans toutes les régions du Mali, à l'exception de celle de Kidal, mais surtout concentré en 5^{ème} région, Mopti.

Au cours de l'année écoulée, deux événements importants ont marqué le Mali dans son ensemble et les *touaregs* en particulier : la flambée des prix et le développement de la rébellion *touarègue*.

La cherté de la vie

La situation s'est aggravée en 2008 avec notamment le renchérissement mondial des prix des hydrocarbures qui a touché toute la région ouest africaine dont le Maliⁱ, entraînant même des troublesⁱⁱ dans certains pays voisins comme le Sénégal et la Côte d'Ivoire.

Au Mali, la famine a été évitée grâce à certaines décisions du gouvernement, souvent critiquées, comme la distribution du stock alimentaireⁱⁱⁱ, l'opération riz^{iv}, la fixation des prix de certains produits de base et les exonérations accordées à certains importateurs^v.

Cependant, la situation à Kidal, - capitale de la 8^{ème} région du pays située au nord-est et théâtre des affrontements entre l'armée et la rébellion *touarègue* - est restée précaire. En effet, même si les populations *touarègues* de Kidal ont échappé à la famine, elles ont connu d'énormes difficultés. Les prix des produits de première nécessité ont flambé : le quintal de riz est passé de 30 000 CFA (45,7 Euro) à 50 000 (7,6 Euro) ; l'huile de 3000 (4,57 Euro) à 7000 (17,77) CFA pour le bidon de 5 litres, la semoule importée frauduleusement d'Algérie de 250 CFA (0,38 Euro) à 450 le kg et le sucre de 400 (0,69) à 500 CFA (0,86 Euro) le Kg^{vi}. Les prix ont augmenté à Kidal sans qu'il n'y ait une augmentation équivalente des salaires. Il n'y a pas que les produits alimentaires qui soient concernés, les médicaments aussi. Inexistants en dehors de la ville de Kidal, on ne les retrouve qu'à des prix exorbitants: une plaquette de Paracétamol de 24 comprimés coûte 500 CFA alors que la plaquette d'antibiotiques est à 1200 CFA (1,83 Euro).

Il y a lieu de faire remarquer que dans les campagnes, où vit la majorité de la population *touarègue*, aucune des mesures gouvernementale n'atteint les populations : pas de distribution de céréales ; pas de médicaments ni d'infirmier – il serait illusoire de parler de médecins. C'est la nature qui est venue pallier cette carence de l'Etat : la bonne saison des pluies de cette année a reconstitué les pâturages pour les animaux des nomades qui leur fournissent du lait^{vii}.

De plus, plusieurs ont commencé graduellement en 2006 à quitter Kidal pour le maquis détériorant davantage le pouvoir d'achat des populations *touarègues* dans la ville, les familles étant ainsi privées de la masse salariale que ceux-ci représentaient. Aussi, la situation d'incertitudes et d'insécurité et les multiples postes de contrôle établis par l'armée autour de la ville, ont-ils porté un dur coup à la contrebande des matières alimentaires venant d'Algérie, principale source d'approvisionnement de Kidal, décourageant ainsi les commerçants. Aussi le trafic de stupéfiants, avec le gain facile qui l'accompagne, attire de plus en plus de jeunes, abandonnant le secteur informel d'approvisionnement en matières premières nécessaire à la survie des populations.

La rébellion d'Ibrahim Ag Bahanga

Cette rébellion est un prolongement de celle de 2006 (voir « le Monde autochtone 2007 »). Elle est conduite par un dissident de l'Alliance du 23 mai pour le changement^{viii}. Elle revendique l'application des accords de paix d'Alger signés en 2006 entre les rebelles *touaregs* et le gouvernement malien. Leurs principales demandes sont:

- l'allègement du dispositif militaire malien dans la Zone de Tin-Zawatan, située à la frontière avec l'Algérie,
- l'arrestation et le jugement des auteurs du double assassinat près d'un poste militaire à Kidal d'un officier *touareg* et d'un imam,
- la constitution d'unités spéciales de sécurité dirigées et constituées en majorité de *touaregs* et finalement,
- l'enclenchement d'un développement qui prenne en compte les spécificités de la région de Kidal comme le mode de vie nomade de la majorité de sa population.

Au cours de cette année, cette rébellion a été marquée par certains événements :

Le 20 mars, un convoi militaire a été attaqué, faisant plusieurs prisonniers. Ces attaques se sont déroulées toute l'année, la plus meurtrière étant celle de la localité d'Abeibara, le 20 mai, où une vingtaine de militaires ont été tués et 60 autres fait prisonniers par la rébellion.

La rébellion ne se déroule plus seulement dans la région de Kidal, elle s'étend maintenant aussi au sud du Mali. Ainsi, des attaques ont eu lieu le 6 mai à Diabaly, dans la région de Ségou, et le 20 décembre à Nampala, soit à moins de 250 km de Bamako, la capitale, et plus de 1650 km de leur fief de Tin-Zawatan. Par ces attaques, les rebelles voulaient démontrer leur capacité à étendre leurs opérations au sud du Pays. Toutes ces attaques se sont soldées par la prise de plus de 100 prisonniers par les rebelles.

Un processus difficile de négociation a été entamé. D'abord par des initiatives locales qui ont réussi à faire libérer^{ix} au compte-gouttes certains prisonniers et ensuite par l'Algérie et la Libye. La compétition entre l'Algérie et la Libye n'a pas facilité le processus de négociation et des problèmes ont émergé aussi bien du côté du gouvernement malien que de celui des rebelles. L'Algérie a même suspendu son implication dans le processus du 9 avril au 19 mai.

Les rebelles se sont même scindés en deux groupes :

- celui de l'*Alliance Démocratique pour le Changement* (ADC) dont le porte-parole est le député Ahmada Ag Bibi, allié à l'Algérie, et
- l'*Alliance Touarègue du Nord - Mali pour le Changement* (ATNMC), dirigée par Ibrahim ag Bahanga, exigeant la Libye comme médiateur. En rupture de ban depuis le 13 mars 2007 avec le gouvernement malien, elle est une scission de l'ADC qu'elle accuse de mollesse quant au suivi de l'application des Accords d'Alger. Elle réclame plus de célérité et de sérieux dans l'application de cet accord par les autorités maliennes, en mettant l'accent sur l'urgence d'un retrait des renforts militaires maliens des villes de Kidal et de Tinzawatan^x.

La rébellion a eu des conséquences graves sur les populations. Plusieurs réfugiés ont afflué vers l'Algérie et le Burkina Faso.

Depuis l'assassinat, le 10 avril dernier près d'un poste militaire à la sortie de Kidal, du commandant *touareg* Barka et de son compagnon Mohamed ag Mossa, la faction de l'ADC qui était à Kidal favorable à la paix - soupçonnant les autorités d'avoir commis cet assassinat et réclamant une enquête d'urgence - a rejoint le maquis et une psychose s'est installée au niveau de la population, des notables *touaregs* ont même été amenés à faire des déclarations de soutien au gouvernement pour se protéger^{xi}. De plus, les *touaregs* sont aujourd'hui divisés. Il y a ceux de Kidal étiquetés comme frondeurs et ceux des régions de Gao et Tombouctou présentés par le pouvoir comme étant les « bons » *touaregs*.

Aujourd'hui, la situation est des plus inquiétantes. En effet, les autorités semblent privilégier la manière forte. Ainsi, les 300 éléments de l'ADC revenus à Kidal pour entamer la médiation et réintégrer le processus de paix avec l'appui de l'Algérie, ont été rejetés par le commandant militaire de la région, lui-même *touareg*, ancien rebelle de la région de Gao. Tout ceci, s'est fait en présence du Ministre de l'administration territoriale et des collectivités locales^{xii} et de l'Ambassadeur algérien mandaté comme facilitateur.

L'Etat vient d'armer des *Maures* et des *Imrads*, et a confié leur commandement au Colonel Ould Meidou, un ex rebelle du Front islamique de libération de l'Azawad (FIAA)^{xiii} intégré dans les années 90 à l'armée malienne pour mater la rébellion des *Touaregs*. Ceci risque de déboucher sur une guerre civile d'abord entre les *touaregs* eux-mêmes, et puis entre les *Maures* et les *Touaregs*. Cette technicisation du conflit sonne l'échec de la facilitation algérienne privilégiée par le gouvernement.

Même si les milices *touarègues* et *maures* armées par le gouvernement remportaient la victoire, le problème ne sera pas pour autant résolu car auréolés de cette victoire,

ceux-là demanderont peut-être l'autonomie de leurs deux régions : Gao et Tombouctou. Cette demande ne pourrait pas être satisfaite par le Gouvernement malien et entraînerait d'autres problèmes. En cas d'échecs de ces milices, les rebelles de Kidal auront démontré que le gouvernement n'a pas la volonté de régler le problème par le dialogue, ce qui entacherait sa réputation auprès de la communauté internationale et amènerait les rebelles à exiger l'autonomie à laquelle ils avaient renoncé sous la pression de l'Algérie. Et si jamais il n'y a pas d'issue décisive, la zone sera livrée à la guerre et l'anarchie.

Il va sans dire, que la seule issue à ce conflit réside dans la reprise du dialogue et de la médiation. L'emploi de la force n'a jamais rien réglé à long terme.

Source : Khattali Mohamed ag Mahamed Ahmed pour Indigenous World 2009

ⁱ Le Mali est importateur net d'Hydrocarbures

ⁱⁱ Philippe Bernard et l'Agence française de presse (AFP), « Les manifestations contre « la vie chère » provoquent des troubles au Sénégal et en Côte d'Ivoire » in le journal le monde du 02/04/2008

ⁱⁱⁱ Un stock de 35 000 tonnes de céréales a été distribué par le gouvernement aux populations selon le Directeur du PAM à Bamako, in le quotidien national malien : « l'essor » du 24/10/2008.

^{iv} Lire Ibrahima Labass Keita du journal malien « Le scorpion » : »l'initiative riz est-elle la solution à la crise alimentaire au Mali ? » in le Bimestriel : »Défis du Sud » de décembre 2008 sur le site : <http://fr.search.yahoo.com/search?p=l%27op%C3%A9ration+riz%2Bscorpion&fr=yfp-t-501&ei=UTF-8&rd=r1>

^v Le journal malien «Nouvel Horizon » du 09/07/08 ; Cherté de la vie :que nous reste-t-il après les exonérations ?, Ousman Berthé

^{vii} Selon le Directeur du Programme alimentaire mondial (PAM) à Bamako

^{viii} C'est le mouvement touareg qui s'était rebellé en 2006 contre le gouvernement malien et qui par la suite a signé avec ce dernier les accords de paix d'Alger

^{ix} Seuls trois officiers gouvernementaux sont aujourd'hui aux mains des rebelles

^x voir l'interview accordé par son porte-parole Hama ag Sidahmed au quotidien algérien indépendant « Al Watan » du 23/03/2008 on :<http://www.elwatan.com/>

^{xi} Le pousse 25/03/2008 et l'Indépendant du 31/12/2008 sur : http://www.malijet.com/a_la_une_du_mali/les_notables_touaregs_et_arabes_apres.html

^{xii} En charge du dossier, il est le cosignataire des accords d'Alger avec la rébellion

^{xiii} L'un des 4 mouvements rebelles qui avaient signé le pacte national ayant mis fin à la rébellion touareg des années 90 et c'était Zahabi ould Sidi Mohamed, son porte-parole qui avait signé à l'époque ledit pacte au nom de toute la rébellion.